

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ATOUT PIERRE HABITATION 2
Société Civile de Placement Immobilier
au capital de 22 292 100 €
Siège social : 43 avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
491.472.007 R.C.S. PARIS
Société en cours de liquidation

AVIS DE CONVOCATION

Les associés de la **SCPI ATOUT PIERRE HABITATION 2** sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le **18 juin 2025 à 10h00** au siège social de la SCPI situé 43 avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris. A défaut de quorum, les associés sont informés que l'assemblée générale, sur seconde convocation, se tiendra le 30 juin 2025 à 16h00 au siège social.

Les associés seront appelés à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

1. Lecture des rapports du Liquidateur, du Conseil de surveillance, du Commissaire aux comptes et examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice 2024 ;
2. Affectation du résultat ;
3. Lecture et approbation du rapport du Commissaire aux comptes relatif aux conventions soumises à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier ;
4. Approbation de la valeur comptable, la valeur de réalisation et de la valeur de reconstitution ;
5. Nominations de membres du Conseil de surveillance ;
6. Renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes titulaire ;
7. Renouvellement du mandat de l'expert externe en évaluation ;
8. Quitus à donner au Liquidateur ;
9. Pouvoirs pour effectuer les formalités légales ;

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

10. Prorogation de la liquidation et renouvellement du mandat du Liquidateur ;
11. Mise en conformité de l'article 22 des statuts avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 ;
12. Mise en conformité des articles 22, 23 et 24 des statuts avec l'article 4 de l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025.

Les associés de la SCPI seront appelés à voter sur les projets de résolutions suivants :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Liquidateur, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice 2024.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate l'existence d'un bénéfice de 37 919,51 euros, qu'elle décide d'affecter en totalité au report à nouveau pour le porter à – 102 147,32 euros. L'Assemblée constate qu'aucun dividende n'a donc été distribué.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prend acte du rapport du Commissaire aux comptes concernant les conventions soumises à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier, et en approuve les conclusions.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, et conformément à l'article 22 des statuts encore applicable au jour de la présente assemblée, approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution telles qu'elles ont été déterminées par le Liquidateur, à savoir :

- la valeur nette comptable qui ressort à 1 281 898 euros, soit 51,75 euros pour une part ;
- la valeur de réalisation qui ressort à 1 291 817 euros, soit 52,15 euros pour une part ;
- la valeur de reconstitution qui ressort à 1 511 000 euros, soit 61,00 euros pour une part.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise des dispositions de l'article 422-201 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du nombre de postes à pourvoir au Conseil de Surveillance (**soit 2**), décide, de nommer en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de trois années qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale se tenant en 2028 afin de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027, les **2 candidats** suivants ayant reçu le plus grand nombre de voix.

CANDIDATS	NOMBRE DE VOIX	ELU	NON ELU
Jean-Pierre BARBELIN (R)			
Georges PUPIER (R)			

(R) : CANDIDAT EN RENOUVELLEMENT - (C) : NOUVELLE CANDIDATURE

Il est précisé que seront exclusivement prises en compte les voix des associés présents ou votants par correspondance à l'Assemblée. Par ailleurs, en cas de partage des voix, le candidat élu sera celui possédant le plus grand nombre de parts ou, si les candidats en présence possèdent le même nombre de parts, le candidat le plus âgé.

SIXIEME RESOLUTION

Prenant connaissance de l'arrivée à échéance du mandat du Commissaire aux comptes, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de renouveler le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT – 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine, en qualité de Commissaire aux comptes.

Le Commissaire aux comptes est nommé pour une période de 6 exercices sociaux venant à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera en 2031 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, accepte la candidature de l'expert externe en évaluation BNP PARIBAS REAL ESTATE VALUATION FRANCE, immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 327 657 169, qui lui a été présentée par le Liquidateur. Il entrera en fonction le 1^{er} janvier 2025 et son mandat prendra fin le 31 décembre 2029.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne au Liquidateur quitus entier et sans réserve pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

En tant que de besoin, elle lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans l'intégralité de ses dispositions.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes afin d'effectuer toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide conformément à l'article R.123-131 du code de commerce de proroger pour une durée d'un an les opérations de liquidation, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2025 et renouvelle en conséquence le mandat du Liquidateur dans toutes ses dispositions pour la même durée.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports du Liquidateur et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 modifiant l'article L214-109 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 22 des statuts relatif aux pouvoirs de l'Assemblée Générale Ordinaire comme suit :

« ARTICLE 22 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire entend le rapport de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du ou des commissaires aux comptes.

Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé, statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices ~~et approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société.~~

(...) »

Les autres dispositions de l'article 22 des statuts demeurent inchangées.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Liquidateur et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 4 de l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 modifiant l'article L214-103 du Code monétaire et financier, décide, sous la condition suspensive du dépôt devant le Parlement d'un projet de loi de ratification de ladite ordonnance dans le délai prévu par l'article 22 de la loi n° 2024-537 du 13 juin 2024, de modifier en conséquence les articles 22, 23 et 24 des statuts relatifs aux Assemblées Générales et à la Consultation par correspondance comme suit :

- Modification de l'article 22 des statuts :

« ARTICLE 22 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(...)

Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. ~~Pour délibérer valablement sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.~~

~~Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins 6 jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.~~

L'Assemblée Générale Ordinaire peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 22 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise le Liquidateur à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

- Modification de l'article 23 des statuts :

« ARTICLE 23 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(...)

~~Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire sur première convocation doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.~~

~~Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins 6 jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.~~

~~L'Assemblée Générale Extraordinaire peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.~~

~~Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance ».~~

Les autres dispositions de l'article 23 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise le Liquidateur à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

- Modification de l'article 24 des statuts :

« ARTICLE 24 – CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE

(...)

~~Si les conditions de quorum ne sont pas obtenues à la première consultation, la société de gestion procède après un intervalle de six jours, à une nouvelle consultation par correspondance, dont les résultats seront valables quel que soit le nombre d'associés ayant fait connaître leur décision.~~

(...). »

Les autres dispositions de l'article 24 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale, autorise le Liquidateur à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

LISTE DES CANDIDATS AUX ELECTIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

♦ **Jean-Pierre BARBELIN**

Âge : 68 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Directeur général d'un bailleur social, à la retraite. Investisseur dans de nombreuses SCPI d'immobilier résidentiel et d'entreprise depuis 25 ans. Membre et Président de plusieurs Conseils de Surveillance de SCPI.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 24*

Nombre

de parts détenues dans la SCPI : 2.

♦ **Monsieur Georges PUIER**

Âge : 78 ans.

Références professionnelles et activités au cours des cinq dernières années : Retraité. Précédemment cadre dirigeant d'une société de services. Associé de plusieurs SCPI et membre de Conseils de Surveillance.

Fonction occupée dans la SCPI : Membre sortant du Conseil de Surveillance.

Nombre total de mandats de membre du Conseil de surveillance exercés dans toutes SCPI : 9*

Nombre

de parts détenues dans la SCPI : 1.

*Conformément à la position recommandation AMF 2011-25, modifiée le 5 mars 2021, la Société de gestion met à disposition la liste exhaustive des mandats de membre du Conseil de surveillance des candidats sur le site internet :

www.aewpatrimoine.com
